



## CONVENTION OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COTDP 24-GHTA-0061

---

Mise à disposition temporaire de locaux permettant la prise en charge de patients non hospitalisés disposant d'une prescription médicale pour la confection de corsets ou d'orthèses sur mesure.

---

**CHU de Clermont-Ferrand**  
**Direction des Achats et des Logistique**  
58 Rue Montalembert  
63003 CLERMONT-FERRAND

<b>Contexte</b> .....	3
<b>Article 1 – Objet de la convention</b> .....	3
<b>Article 2 - Durée</b> .....	4
<b>Article 3 - Mise à disposition</b> .....	4
3.1. Identification de l'emplacement mis à disposition .....	4
3.2. Destination des lieux mis à disposition .....	4
3.3. Etat des lieux .....	4
<b>Article 4 - Conditions d'exploitation et prestations à assurer</b> .....	4
4.1. Conditions générales d'exploitation .....	4
4.2. Conditions particulières .....	5
4.2.1. Conditions tenant aux tarifs .....	5
4.2.2. Conditions tenant à l'information du choix du patient .....	5
4.2.3. S.A.V. ....	5
<b>Article 5 – Personnel de service</b> .....	5
<b>Article 6 – Entretien</b> .....	6
<b>Article 7 – Responsabilité du prestataire</b> .....	6
7.1. Caractère personnel .....	6
7.2. Responsabilité .....	6
7.3. Assurance .....	6
7.4. Obligation d'information .....	6
<b>Article 8 – Conditions financières</b> .....	7
8.1. Redevance d'occupation du domaine public .....	7
8.2. Pénalités .....	8
8.2.1. Pénalités de retard de paiement de la redevance : .....	8
<b>Article 9 – Fin de la convention</b> .....	8
<b>Article 10 – Conservation de la chose louée</b> .....	8
<b>Article 11 – Documents contractuels</b> .....	9
<b>Article 12 – Obligation de discrétion et secret professionnel</b> .....	9
<b>Article 13 – RGPD</b> .....	9
13.1 - Description du traitement de données à caractère personnel .....	9
13.2 - Obligations du titulaire .....	10
13.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire .....	10
13.2.2 - Droit d'information des personnes concernées .....	10
13.2.3 - Exercice des droits des personnes .....	10
13.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel .....	10
13.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations .....	11
13.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel .....	11
13.2.7 - Durée et modalités de conservation des données .....	11
13.2.8 - Sort des données .....	11
13.2.9 - Délégué à la protection des données .....	11
13.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement .....	12
13.2.11 - Documentation .....	12
13.3 - Obligations de l'acheteur .....	12
<b>Article 14 – Attribution de compétence</b> .....	12
<b>Article 15 – Redressement et liquidation judiciaire</b> .....	12
<b>Article 16 – Evolution législative ou réglementaire</b> .....	13

## Contexte

Les patients suivis en consultation pédiatrique au Centre Hospitalier universitaire de Clermont-Ferrand peuvent se voir prescrire par les chirurgiens d'orthopédie pédiatrique un corset ou une orthèse **sur mesure**.

De ce fait le prestataire titulaire de la présente convention disposera de locaux mis à leur disposition par le Centre Hospitalier afin de pouvoir prendre les mesures nécessaires à la confection des appareillages suivants :

- Orthèse mollet plante de nuit
- Orthèse mollet plante de jour
- Corset de traitement
- Corset de maintien
- Corset siège et verticalisateur
- Orthèse cruropédieuse de posture
- Orthèse cruropédieuse articulée de marche
- Genouillère articulée

Les patients disposent du libre choix de profiter de ce service ou de consulter un autre prestataire. L'information sur la prescription de ce dispositif et le recueil du consentement du patient se feront à la consultation pédiatrique.

## Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise à disposition temporaire d'un emplacement permettant l'installation des matériels et appareillages nécessaires à la prise de mesure permettant la confection de corsets ou d'orthèses sur mesure.

Le prestataire informera de manière très précise le patient consentant des modalités de confection, des matériaux utilisés et les normes en vigueur.

Le patient disposera également d'une information sur le circuit de prise en charge par l'assurance maladie et du coût du matériel confectionné.

Ceux-ci seront précisés par le titulaire de la présente convention en annexe 1.

Le patient conviendra avec le prestataire d'une date ainsi que du lieu de livraison du matériel. Tout ajustement ou réglage complémentaire nécessaire à la prise en charge médicale et au confort du patient ne fera pas l'objet de frais supplémentaires pour le patient.

**Le CHU est dégagé de toute responsabilité quant à la prestation rendue au patient.**

Celui-ci sera seulement revu par le praticien du service lors du rendez-vous programmé de contrôle.

Les locaux seront mis à disposition uniquement le mardi et le jeudi de 09h00 à 17h00. Toute modification de la plage horaire fera l'objet d'un accord écrit du représentant du CHU.

**La présente convention est conclue à titre précaire et révocable sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public conformément à l'article L2125-1 et suivant du CG3P. En conséquence, l'occupant ne pourra en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation et de quelque autre droit.**

## Article 2 - Durée

La convention sera établie pour une durée d'un an à compter de la date de sa notification. Elle est renouvelable trois fois un an, par tacite reconduction

La durée maximale est de 4 ans, reconductions comprises.

Le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

En cas de non reconduction, le titulaire du contrat sera informé deux mois avant la date anniversaire.

La non-reconduction du contrat par le CHU ne peut ouvrir droit à indemnité au profit de l'occupant.

En cas de non-reconduction, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

## Article 3 - Mise à disposition

### 3.1. Identification de l'emplacement mis à disposition

Le CHU met à disposition du prestataire une surface dans le service de consultation pédiatrique.

Le prestataire prendra à sa charge, les éventuels travaux d'aménagement et d'équipements intérieurs nécessaires au fonctionnement de cette activité. Il n'y a normalement aucuns travaux à prévoir. Dans le cas contraire, ceux-ci seront à la charge du prestataire après accord du CHU.

Le CHU peut décider, avec un préavis d'un mois, en cas de nécessité et en fonction de ses organisations, de changer l'emplacement défini sans que le titulaire ne puisse s'y opposer. Le transfert des matériels restant à la charge du prestataire.

En cas d'urgence, Le CHU peut également décider ce changement de lieu sans préavis.

### 3.2. Destination des lieux mis à disposition

**L'emplacement mis à disposition du titulaire est strictement destiné à recevoir les patients disposant d'une prescription médicale pour la confection de corsets ou d'orthèses sur mesure.**

### 3.3. Etat des lieux

Lors de la mise à disposition et à la sortie des lieux, un état des lieux contradictoire sera dressé. A l'expiration de la présente convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant devra évacuer les lieux occupés, enlever les matériels qu'il aura installés et remettre les lieux en l'état d'origine, à ses frais.

## Article 4 - Conditions d'exploitation et prestations à assurer

### 4.1. Conditions générales d'exploitation

L'orthoprothésiste du titulaire de la présente convention devra être clairement identifié au sein du service de consultation pédiatrique.

Tout changement de personnel devra faire l'objet d'une information auprès du Centre Hospitalier.

Le patient consulté doit disposer d'une information claire et transparente sur la procédure concernant la conception du matériel prescrit, à la fois sur la partie technique, la prise en charge, le lieu de mise en place du dispositif et le coût du matériel prescrit. Il doit disposer également d'une information sur les déplacements éventuels occasionnés par la prescription.

Le prestataire facturera alors directement à la CPAM pour le tiers payant. La différence entre le montant remboursé par la CPAM et le prix du produit confectionné sera également directement facturée par ce dernier à l'assurance complémentaire pour les patients en disposant. Aucune opération financière relative à ces factures ne sera opérée par le CHU.

Les informations collectées par le prestataire serviront uniquement à la facturation des articles. Elles ne seront, en aucun cas, divulguées à un quelconque organisme, commercial ou autre et à quelque finalité que ce soit sans un accord préalable écrit par le patient.

## 4.2. Conditions particulières

### 4.2.1. Conditions tenant aux tarifs

Les tarifs des produits confectionnés doivent être établis durant toute la convention en conformité avec la réglementation en vigueur et la liste des prix LPPR (Liste des prestations et produits remboursables)

Les prix nets pratiqués devront clairement être indiqués par le prestataire au patient.

### 4.2.2. Conditions tenant à l'information du choix du patient

Le patient devra impérativement être informé qu'il a le libre choix du fournisseur. Le Service de chirurgie orthopédique lui remettra le consentement (qui est intégré à l'ordonnance) à signer avant l'intervention de l'orthoprothésiste du prestataire de la présente convention.

Pour le patient mineur le consentement du détenteur de l'autorité parentale sera obligatoire.

### 4.2.3. S.A.V.

Le prestataire doit fournir les modalités d'échange standard du matériel en cas de défaut constaté.

Le patient devra disposer d'un **numéro d'appel** permettant de prendre contact auprès du S.A.V. du prestataire afin de procéder au changement du matériel.

## Article 5 – Personnel de service

Les personnels employés par le prestataire devront, dans le cadre de leurs activités, se conformer au règlement intérieur du CHU, et n'apporter aucune nuisance au sein de l'hôpital. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance de l'annexe 2 à la présente convention concernant les clauses types pour la mise en œuvre des obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité.

Le CHU pourra exiger leur remplacement si leur comportement s'avère incompatible avec les valeurs et/ou le règlement intérieur de l'hôpital.

Le prestataire veillera à la bonne application des dispositions du code du travail les concernant, notamment en matière de contrôle médical réglementaire du personnel intervenant en milieu hospitalier.

Le personnel sera soumis à une obligation absolue de discrétion et de secret professionnel pour tous les faits ou informations dont il aurait connaissance dans le cadre de son activité.

Il devra en outre être facilement identifiable grâce au port d'un badge et devra respecter les mesures de protection sanitaire en place dans l'unité (masques, gel hydro alcoolique).

## **Article 6 – Entretien**

Le prestataire maintiendra en état de propreté permanente, les locaux mis à leur disposition.

## **Article 7 – Responsabilité du prestataire**

### **7.1. Caractère personnel**

La présente convention est consentie à titre personnel.

Le prestataire déclare être pleinement informé qu'il n'a pas qualité pour autoriser un tiers à occuper le domaine public du CHU (article L2122-7 du CG3P).

### **7.2. Responsabilité**

Le prestataire est seul responsable de tous dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs ou non à un dommage matériel ou corporel, qu'ils soient directs ou indirects, qui pourraient être occasionnés du fait de la mise en place, de l'existence ou du fonctionnement de ses installations et/ou interventions de ses personnels.

Le prestataire assume seul la pleine et entière responsabilité de toute infraction constatée, soit dans la mise en vente des articles, soit à l'occasion du paiement des taxes et impôts ou du règlement de ses propres fournisseurs.

Le CHU ne sera en aucun cas être tenu responsable des factures impayées par les patients ou par leur(s) organisme(s) de prise en charge.

### **7.3. Assurance**

Le prestataire devra fournir, avant le commencement de l'exploitation, puis périodiquement, lors de leur renouvellement, les attestations d'assurances nécessaires (Responsabilité civile /dommage aux biens), sous peine de résiliation.

### **7.4. Obligation d'information**

La convention ne sera être attribuée au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la décision l'informant qu'il est retenu, les documents suivants :

- un certificat attestant la souscription des déclarations et des paiements correspondants aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et la TVA, délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur, ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales « attestation de vigilance », prévue à l'article L243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement, datant de moins de 6 mois, ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- un certificat délivré par l'AGEFIPH attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (pour tout employeur de plus de 20 salariés), prévue aux articles L 5212-2 à L 5212-5 du code du travail.

- Dans le cas où une immatriculation au RCS ou au RM est obligatoire ou lorsque la profession est réglementée, un extrait de l'inscription au RCS (K ou Kbis) délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois (ou autres pièces admises : carte d'identification justifiant de l'inscription au RM, devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle comportant les mentions obligatoires ou récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (pour les personnes en cours d'inscription).
- Le cas échéant, liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (articles D 8254-2 à D 8254-5 du code du travail).
- l'attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, ces renseignements et documents doivent être fournis par chaque membre du groupement.

En outre, le titulaire devra produire sous peine de résiliation de la convention à ses torts, les pièces prévues aux articles D. 8222-5, D.8222-8 du Code du Travail tous les six mois et ce jusqu'à la fin d'exécution du contrat.

Il est rappelé aux candidats que les fraudes et tentatives de fraude sont passibles de sanctions pénales dans les conditions prévues aux articles 313-1, 313-3, 433-19 et 441-7 du code pénal.

#### Modifications des données administratives :

Le prestataire se doit d'informer dans les plus brefs délais, Le CHU à l'adresse suivante :

CHU de Clermont-Ferrand  
**Direction des Achats et des Logistiques**  
**Cellule budgétaire**  
 58 rue Montalembert  
 63000 Clermont-Ferrand  
[cbrajon@chu-clermontferrand.fr](mailto:cbrajon@chu-clermontferrand.fr)

de tout changement notamment :

- sa raison sociale ou sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait KBIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- son adresse ou son siège social ;
- de façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du contrat.

## **Article 8 – Conditions financières**

### **8.1. Redevance d'occupation du domaine public**

La mise à disposition de l'emplacement décrit dans l'article 1 est soumise au versement d'une redevance constituée (annexe 3 à la présente convention) d'un % du chiffre d'affaire réalisé en € HT.

### Modalités de paiement :

- ❶ Concernant le loyer, un titre de recette sera émis mensuellement à terme échu ;
- ❷ Pour le pourcentage sur le chiffre d'affaire annuel réalisé en € HT, un titre de recette sera émis chaque semestre à terme échu dès que les chiffres sont connus.

Pour justifier du Chiffre d'affaire, le prestataire doit fournir au CHU (Direction des Achats et des Logistiques – Cellule budgétaire – 1<sup>er</sup> étage du C.A.L. – 58 rue Montalembert – 63000 Clermont-Ferrand) une copie des récapitulatifs des transmissions faites par la CPAM. **L'attestation transmise doit obligatoirement être signée par le comptable du prestataire retenu pour certification de la véracité de la déclaration.** Aucune donnée médicale relative au patient ne doit apparaître sur les documents transmis. Ce document sera croisé, pour vérification, avec les données internes des patients appareillés.

En l'absence de transmission de ces données au CHU dans les 30 jours suivants le semestre échu, le Chu émettra un titre de recette d'un montant équivalent à la moitié de celui du semestre précédent. Une régularisation sera effectuée afin de tenir compte des données réelles. Concernant le premier semestre, le titre tiendra compte seulement de l'estimation faite dans l'analyse des offres réduite de moitié et régularisé sur la fin d'exercice.

## **8.2. Pénalités**

### 8.2.1. Pénalités de retard de paiement de la redevance :

Lorsque le délai de paiement contractuel de la redevance est dépassé, le prestataire encourt, sans mise en demeure préalable, 200 € TTC de pénalité par jour de retard.

## **Article 9 – Fin de la convention**

Le CHU se réserve la possibilité de résilier unilatéralement le contrat à tout moment, pour motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis d'un mois signifié à l'autre partie au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception postal. Aucune indemnité ne sera due à ce titre. Le loyer sera calculé au prorata et la part variable sur le chiffre d'affaires sera exigée jusqu'au dernier patient traité avant l'arrêt de la prestation.

Il est, de plus, expressément stipulé que toute infraction à l'une des clauses dudit contrat ainsi que toute dégradation de la qualité du service rendu entraînera sa résiliation de plein droit, sans indemnité pour le titulaire, dans le délai d'un mois à compter d'une mise en demeure restée sans effet.

L'espace occupé devra être rendu propre et net.

## **Article 10 – Conservation de la chose louée**

Le prestataire reste propriétaire des biens meubles installés par ses soins. Il les reprendra en fin de contrat à moins que Le CHU ne lui propose de les rétrocéder à son successeur qui, dans ce cas, sera lui-même tenu de les racheter. Le montant de la cession sera égal à la valeur comptable résiduelle des biens.

Dans l'éventualité de l'application de ce dispositif, le titulaire communiquera au CHU les duplicatas des factures de mobiliers et matériels achetés.



## Article 11 – Documents contractuels

Les documents contractuels sont classés dans l'ordre de priorité suivant :

- 1) La présente convention d'occupation du domaine public valant engagement ;
- 2) Annexe 1 – descriptif des dispositifs confectionnés proposés au patient et le circuit de remboursement ;
- 3) Annexe 2 – Clauses types pour la mise en œuvre des obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité ;
- 4) Annexe 3 – Redevance ;
- 5) Annexe 4 - Le cahier réponse technique de l'occupant,
- 6) Annexe 5 - le(s) bordereau(x) de prix des produits proposés aux patients,
- 7) Annexe 6 - la mise au point du contrat (si nécessaire et ne modifiant pas l'objet de la convention),

Effective à la signature de la convention par le pouvoir adjudicateur

OUI ☐ - NON ☐

- 8) Le dossier de présentation sur l'organisation de la prestation par le prestataire

## Article 12 – Obligation de discrétion et secret professionnel

Le titulaire, ses cotraitants qui, à l'occasion de l'exécution de la prestation, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par la personne publique.

Le contenu de la convention est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Le titulaire s'engage à informer ses cotraitants ou sous-traitants, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

## Article 13 – RGPD

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est le CHU et le sous-traitant est l'occupant.

Dans le cadre de la présente convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

### 13.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de 1 jour.

## 13.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

### 13.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

### 13.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'acheteur avant la collecte de données.

### 13.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

### 13.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :  
Tout moyen permettant de déterminer la date et l'heure certains d'envoi et de réception.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :

[dpd@chu-clermontferrand.fr](mailto:dpd@chu-clermontferrand.fr)

#### 13.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### 13.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la anonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### 13.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) précise les durées de conservation des données à caractère personnel traitées dans le dossier des patients

#### 13.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

#### 13.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

### 13.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- l'anonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### 13.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## 13.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire

## Article 14 – Attribution de compétence

En cas de litige résultant de l'application des clauses de la présente Convention qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, le tribunal administratif compétent sera celui de Clermont-Ferrand.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand

6 cours Sablon

63033 CLERMONT FERRAND CEDEX 1

Tél : 04 73 14 61 00

Télécopie : 04 73 14 61 22

Courriel : [greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr](mailto:greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr)

## Article 15 – Redressement et liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire du prestataire est notifié immédiatement au CHU. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du contrat.

En cas de redressement judiciaire, le Pouvoir Adjudicateur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat, dans les conditions de définies aux articles L. 6311 et suivants du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du contrat est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, le Pouvoir Adjudicateur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat, dans les conditions de l'article L.641-10 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du contrat est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

## **Article 16 – Evolution législative ou réglementaire**

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du prestataire, affectant même de façon mineure l'exécution du contrat, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du contrat.

Le représentant de l'autorité concédant pourra négocier de bonne foi un avenant au dit contrat afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du prestataire, le contrat sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

---

### Pour le Prestataire

Dénomination sociale :

Nom et prénom du signataire :

Qualité :

Date :

Signature et Cachet  
Lu et accepté

### Pour le CHU

Nom :

Prénom :

Qualité :

Date :

Signature et Cachet  
Lu et accepté